



1 Rue de l'Hôtel de Ville
07100 ANNONAY
Tél : 04 75 69 32 50 - www.annonay.fr

Rendu et certifié exécutoire en vertu de l'article L2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

| Transmis en sous-préfecture le : | Publié le : | Notifié le : |
|----------------------------------|-------------|--------------|
| | | 21 mars 2024 |

Arrêté du Maire n°AM_2024_0050

Autorisation d'ouverture d'un débit temporaire de boissons pour l'association Matondi, au nom de Monsieur Mathis FROMAIN

Le Maire d'Annonay,

Vu les articles L2212-1 et L2212-2 du Code général des collectivités territoriales,

Vu les articles L3321-1, L3334-1 et L3334-2 du Code de la santé publique,

Vu l'arrêté préfectoral n°ARR-2012208-003 de police générale des débits de boissons du 26 juillet 2012,

Vu la délibération n°DM2020-96 du 3 juillet 2020 donnant délégation de pouvoirs à Monsieur le Maire,

Vu l'arrêté n°AM-2023-98 du 6 avril 2023 donnant délégation de fonction / signature à Madame Catherine MICHALON,

Considérant la demande d'autorisation d'un débit temporaire de boissons présentée par Monsieur Mathis FROMAIN, Président de l'association Matondi,

Considérant que cette demande constitue la 1ère de l'année 2024 sur les cinq autorisées,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Monsieur Mathis FROMAIN est autorisé à ouvrir un débit de boissons temporaire de catégorie 3 le samedi 27 avril 2024, de 19h00 à 2h00, à l'Espace Cordeliers pour une soirée festive publique.

ARTICLE 2 : Outre celles du groupe 1 (sans alcool), les boissons mises en vente sont limitées à celles comprises dans le groupe 3 (boissons fermentées non-distillées et vins doux naturels, ne titrant pas plus de 18 degrés d'alcool pur). La vente d'autres boissons alcoolisées est strictement interdite et exposerait le débitant à des poursuites pénales.

ARTICLE 3 : Le bénéficiaire de la présente autorisation est soumis à la réglementation applicable en matière de débit de boissons et de lutte contre l'alcoolisme (horaires d'ouverture, protection des mineurs contre l'alcoolisme, répression de l'ivresse publique, etc.). Toute infraction sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements.

ARTICLE 4 : Monsieur le Commandant de brigade de Gendarmerie nationale d'Annonay, Monsieur le Chef de la Police municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire lui sera adressé.

ARTICLE 5 : Le présent acte est susceptible d'un recours en excès de pouvoir devant le tribunal administratif par voie postale : 184 rue Duguesclin, 69003 LYON ou par voie dématérialisée via l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Fait à Annonay, le 21 mars 2024

Par délégation du Maire,

Catherine MICHALON



Conseillère municipale déléguée à l'Etat
civil et à l'administration générale